

Questions orales

celle de Delta. Il s'agit du premier investissement important d'une société japonaise dans la fabrication de pièces au Canada.

L'immense succès de cette usine de fabrication de roues a nécessité une expansion, d'où un nouvel investissement de 23 millions de dollars. Cette somme comprend la contribution de 3 millions de dollars du gouvernement fédéral, en plus des 2,75 millions de dollars que ce dernier avait déjà fournis pour la première phase du projet.

Quelque 130 personnes travailleront maintenant à l'usine, qui comptait auparavant 70 employés. Un investissement de 800 000\$ a été fait au chapitre du contrôle de la pollution atmosphérique et de la gestion des eaux usées, et un total de dix robots de haute technologie sont utilisés à l'usine.

Cette usine est un modèle de collaboration industrielle, et elle illustre l'engagement du gouvernement fédéral à redresser l'économie de la Colombie-Britannique en renforçant les liens avec le Japon. Nous sommes en train de diversifier notre base industrielle, tout en créant des emplois et en appuyant le transfert de technologie au profit des Canadiens.

Je félicite le gouvernement du Canada pour ses politiques éclairées en matière de commerce et de développement régional, et je le félicite aussi de remplir la promesse qu'avait faite les conservateurs d'amener la prospérité aux habitants de la Colombie-Britannique et de faire en sorte qu'ils jouissent d'un traitement équitable.

* * *

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES**LA GUYANE—LAIDE ÉCONOMIQUE**

Mme Shirley Maheu (Saint-Laurent): Monsieur le Président, au débat d'avril, cette année, Frank Jackman, haut-commissaire du Canada en Guyane, a fortement approuvé les mesures d'austérité que propose le gouvernement de ce pays. Il appuie donc du même coup un régime qui a conquis le pouvoir par des moyens illégitimes et qui viole constamment toutes les règles internationales relatives aux droits de la personne.

Le gouvernement de Guyane a adopté les mesures rigoureuses du Fonds monétaire international afin d'être admissible à l'aide au développement de pays comme le Canada. Mais, malheureusement, l'aide ne va pas à ceux qui en ont le plus besoin. La situation est telle que le Guyanais moyen ne peut se payer les choses essentielles.

Je demande instamment au gouvernement canadien d'exiger que la Guyane revienne à un régime démocratique avant de lui envoyer quelque aide que ce soit et

d'encourager le partage équitable de l'aide publique au développement avec les Guyanais.

* * *

LE BUDGET**LA RÉDUCTION DES CRÉDITS AFFECTÉS À L'ENSEIGNEMENT POSTSECONDAIRE**

M. Chris Axworthy (Saskatoon—Clark's Crossing): Monsieur le Président, comme l'a dit le président de Northern Télécom, l'éducation est l'investissement le plus important à longue échéance pour l'avenir du Canada. Sans éducation, nos enfants seront des laissés pour compte alors que nous entrons dans l'ère de l'information. Il est crucial pour le Canada de relever le niveau d'excellence et d'efficacité de son système d'enseignement supérieur. Le gouvernement pense toutefois qu'il est plus important de réduire le déficit que d'investir dans nos jeunes et dans notre avenir.

Ces quatre dernières années, il a réduit de 1,8 milliard de dollars les crédits affectés à l'enseignement postsecondaire et il aura encore diminué ces crédits de 960 millions de dollars d'ici six ans. Le gouvernement prétend que ce ne sont pas des coupes, mais avant sa brutale intervention dans les budgets, des milliards de dollars de plus devaient être consacrés à l'enseignement postsecondaire. Si ce n'est pas une coupe, j'en perds mon latin.

Nous constatons déjà les effets néfastes de cette négligence. Les universités canadiennes sont forcées de quêter et de s'adresser au public pour obtenir 1,25 milliard de dollars. L'éducation de nos jeunes est trop importante pour la laisser dans les mains de philanthropes. Le gouvernement doit rétablir un financement équitable pour l'enseignement postsecondaire et annuler les coupes prévues dans le budget du ministre des Finances (M. Wilson).

QUESTIONS ORALES

[Français]

LE TRANSPORT FERROVIAIRE**VIA RAIL—LA SUPPRESSION DES SERVICES—LA POSITION DU GOUVERNEMENT**

Le très hon. John N. Turner (chef de l'opposition): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Transports.

Monsieur le Président, je pense que les Canadiens font de moins en moins confiance à ce gouvernement qui les a trompés avant et après les dernières élections. Ils ne font plus confiance à un gouvernement qui ne tient pas sa